

Déclaration en matière de protection des données et de respect de la vie privée

Banque Transatlantique Belgium SA (ci-après la « **Banque** » ou « **nous** ») attache une grande importance à la protection et au respect de la vie privée.

Dans cette Déclaration, on entend par :

« **Banque Transatlantique Belgium** » : Banque Transatlantique Belgium SA, rue De Crayer, 14, 1000 Bruxelles.

« **Données à caractère personnel** » (ci-après, « Données personnelles » ou « Données ») : toute information relative à une personne physique qui peut être identifiée ou qui est identifiable directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation ou un identifiant en ligne.

« **Responsable du traitement** » : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

« **Sous-traitant** » : la personne physique ou morale qui traite des Données à caractère personnel pour le compte du Responsable du traitement.

« **Traitement de données à caractère personnel** » : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de Données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

I. Champ d'application

I.1 Objectif

En application des lois applicables en matière de protection des données, telles que le Règlement général sur la protection des données 2016/679 et les lois nationales sur la protection des données, la présente Déclaration a pour objectif de vous informer sur la manière dont nous traitons vos données à caractère personnel (« **vos données** ») ainsi que de vous informer sur vos droits à cet égard et sur la manière dont vous pouvez les exercer (cf. section VI).

I.2 Destinataire de cette Déclaration

Cette Déclaration s'adresse aux personnes physiques, clients actuels ou potentiels de la Banque, ainsi qu'à tous les autres intervenants personnes physiques (personnes de contact, garants, représentants légaux, ayant droit économiques, bénéficiaires effectifs, etc.) (ci-après les « **personnes concernées** » ou « **vous** »).

II. Qui est responsable du traitement de vos données ? Quel est votre point de contact en matière de protection de vos données ?

Responsable du traitement de vos données

Banque Transatlantique Belgium SA
Rue De Crayer 14
B-1000 Bruxelles
T 02 626 02 70 – F 02 626 02 71 – btb@banquetransatlantique.be

En notre qualité de responsable du traitement, nous sommes responsables à votre égard du traitement de vos données à caractère personnel conformément à la réglementation applicable, même dans le cas où nous faisons appel à des sous-traitants.

Délégué à la protection des données (Data Protection Officer – DPO)

Service Data Protection

Le DPO est à votre disposition pour toutes les questions relatives au traitement de vos données et à l'exercice de vos droits. Vous pouvez le contacter à tout moment par email à l'adresse suivante : dataprotection@banquetransatlantique.be ou en lui écrivant à Banque Transatlantique Belgium SA, à l'attention du Data Protection Officer, Rue De Crayer 14 à B-1000 Bruxelles.

III. Quelles données traitons-nous et à quelles fins ?

La Banque traite différents types de données à caractère personnel et ce, pour de nombreuses raisons. Vous trouverez ci-après des informations sur les principales catégories de données traitées ainsi que les finalités et la base juridique du traitement.

La Banque attire votre attention sur le fait que si vous refusez de communiquer certaines de ces données, ce refus peut empêcher la naissance de relations contractuelles, modifier la nature des relations contractuelles ou influencer la gestion des relations contractuelles.

<p>Les données que nous devons traiter pour exécuter le contrat qui nous lie ou les mesures précontractuelles exécutées à votre demande</p>	<p>La Banque doit traiter certaines données afin d'être en mesure de décider si un contrat peut ou non être conclu ou afin d'être en mesure d'exécuter un contrat.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vos données d'identification : nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, spécimen de signature, nationalité, identifiants sécurisés utilisés pour les services de paiement ou votre connexion à notre espace client sur notre site web/notre application. - Vos données de contact : numéro de téléphone fixe/mobile, adresse e-mail, domicile, adresse physique autre que celle du domicile, adresse IP, données de connexion à notre espace client sur notre site web/notre application. - Les données liées à votre statut personnel (notamment état civil), familial (notamment régime matrimonial), professionnel. - Les données relatives à vos transactions, à vos produits et services : données liées à vos transactions bancaires (numéro de compte, montant, destinataire, mouvements sur le compte, etc.), données liées à vos produits et aux services fournis, utilisation d'outils numériques (e-banking, applications), données liées à l'exécution de votre crédit, à vos services d'investissement, à votre assurance-vie. <p>La Banque doit parfois transmettre certaines données à caractère personnel à un intermédiaire ou à une contrepartie (par exemple un courtier ou un dépositaire ou une compagnie d'assurance).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les données liées à l'analyse de votre situation avant l'octroi d'un crédit : sans préjudice de nos obligations légales en matière de crédit et d'établissement du risque de notre activité (voir ci-dessous), nous sommes soumis au devoir d'évaluer votre capacité de remboursement et votre solvabilité avant l'octroi d'un crédit (non réglementé ou réglementé). A cette fin, nous analyserons les données que nous jugeons pertinentes (avertissement extrait de rôle, bilans, revenus, dépenses, charges, etc.) et nous pourrions, par exemple, prendre une décision d'octroi de crédit sur base de votre historique crédit et/ou en utilisant des scores de risque en fonction de vos réponses et de votre profil. Cette décision sera toutefois également basée sur l'évaluation d'autres facteurs effectuée par nos équipes (il ne s'agit donc pas d'une décision totalement automatisée). <p>Ces données sont traitées aux fins de gestion des relations précontractuelles (octroi d'un crédit, par exemple) et contractuelles et de l'exécution de nos services (par exemple, exécution des transactions, envoi des courriers, gestion de vos comptes-espèces et comptes-titres, de vos paiements, de vos crédits, du suivi des sûretés, de la distribution d'assurances-vie, etc.).</p>
---	--

<p>Les données que nous devons traiter pour nous conformer à l'une de nos obligations légales</p>	<p>La Banque est tenue de respecter ses obligations légales. Vous trouverez ci-après les principales raisons légales pour lesquelles la Banque est tenue de traiter vos données à caractère personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Données liées aux opérations de paiement : que vous soyez bénéficiaire ou payeur dans le cadre d'une opération de paiement, nous sommes tenus de communiquer votre identité aux organismes de paiement initiateur/destinataire du paiement dans la plupart des cas (Règlement (UE) n° 2015/847, Livre VII du Code de droit économique, Titre 3 et ses arrêtés d'exécution). - Données liées à la mise en œuvre de la réglementation MiFID II (protection des investisseurs, voir notamment la loi du 2 août 2002 et réglementation européenne MiFID) et de la réglementation en matière de distribution d'assurances (protection des preneurs d'assurance, voir notamment la loi du 4 avril 2014). <p>Nous devons notamment vous classer dans une catégorie client (professionnel ou de détail) et établir votre profil d'investisseur ou de preneur d'assurance si un conseil est</p>
--	--

fourni en collectant des informations sur vos connaissances et votre expérience, votre situation financière et vos objectifs d'investissement et sur son comportement par rapport au risque/rendement relativement aux produits/services offerts ainsi que, dans le cadre de la distribution d'assurances, de vos exigences et besoins, **afin de** vous proposer un service/produit approprié ou adapté à votre situation.

Nous sommes également tenus d'enregistrer toute conversation téléphonique ou communication électronique pouvant aboutir à la transmission d'un ordre d'achat ou de vente d'instruments financier, ce **aux fins de** ménager aux parties une preuve de cet ordre.

- Données liées aux **transactions sur un marché, réglementé ou non.**

Nous sommes tenus (également au niveau du Groupe dont la Banque fait partie) de prévenir, détecter et, le cas échéant, signaler aux autorités compétentes des (tentatives de) **opérations d'initiés et manipulations de marché** (voir Règlement européen « MAR » n°596/2014). Nous traitons à cette fin notamment votre déclaration sur la détention ou non d'informations privilégiées et les raisons qui le justifient.

Nous sommes également tenus de faire une déclaration à l'autorité compétente des transactions sur instruments financiers que nous exécutons pour votre compte, ce aux fins d'accroître la fiabilité et la **transparence des marchés** financiers (voir Règlement MiFIR n°600/2014). A cette fin, nous devons vous identifier par votre numéro de registre national si vous êtes belge (plus d'informations à ce sujet seront fournies au cas par cas).

- Données d'identification et transactionnelles liées à nos obligations en **matière fiscale.**

Nous traitons certaines de vos données (notamment numéro d'identification fiscale et pays de résidence fiscale, liste des avoirs du client défunt) aux fins d'effectuer les prélèvements d'impôts obligatoires ou les rapports nous incombant (par exemple, paiement du précompte mobilier ou communication des avoirs du défunt aux autorités fiscales) ou nous conformer à des obligations prévues par des conventions internationales d'entraide et d'échange d'informations en matière fiscale. La Banque est ainsi tenue de répondre aux questions des autorités fiscales ou d'échanger spontanément des informations dans le cadre de la législation fiscale (notamment le Code des impôts sur le revenu, le Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), le Common Reporting Standard (CRS) et la réglementation sur l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières (« DAC 6 »)).

En cas de décès, la législation fiscale nous oblige à fournir aux autorités la liste des avoirs du défunt (Code des droits de succession, notamment).

- Données d'identification de client et de son(ses) mandataire(s) ainsi que les données liées à leurs comptes, leurs transactions impliquant des espèces et leurs contrats financiers.

Nous sommes également tenus d'envoyer au Point de Contact Central (PCC) tenu par la Banque nationale de Belgique (BNB), boulevard de Berlaimont 14 à 1000 Bruxelles des informations vous concernant vous et votre(vos) mandataire(s) ainsi que des données liées à vos comptes, vos transactions impliquant des espèces et certains de vos contrats financiers. Plus d'informations sur ces traitements sont disponibles dans les Conditions Générales.

- Données spécifiquement liées à votre **crédit à la consommation** ou **crédit hypothécaire** (notamment Livre VII du Code de droit économique, Titre 4 et ses arrêtés d'exécution).

Avant la conclusion du contrat, nous sommes tenus (i) de vérifier l'identité du client-consommateur et (ii) d'évaluer la solvabilité du client-consommateur. Cette évaluation s'opère sur la base d'informations nécessaires, suffisantes et proportionnées relatives aux revenus et dépenses du consommateur ainsi que d'autres critères économiques et financiers que nous devons déterminer. Ces informations sont obtenues auprès de sources internes ou externes pertinentes.

Nous sommes en outre tenus de consulter la Centrale des Crédits aux Particuliers (CCP), sauf en cas de dépassement d'un crédit déjà accordé.

Après la conclusion du contrat, nous devons communiquer toute une série de données à la CCP concernant votre crédit à la consommation (y compris les découverts sur un compte)

ou crédit hypothécaire (notamment votre numéro de registre national, le montant et de la durée du crédit, de la périodicité des paiements, des facilités de paiement éventuellement octroyées et les retards de paiement, voir l'arrêté royal du 23 mars 2017).

Ces données « crédit » ne seront traitées que (i) **aux fins d'**apprécier votre situation financière et d'évaluer votre solvabilité comme emprunteur ou comme personne qui constitue une sûreté, (ii) dans le cadre de l'octroi ou de la gestion des crédits.

- Données spécifiquement liées à votre **crédit** si vous êtes une entreprise.

Avant la conclusion du contrat, si votre entreprise est une PME, nous devons récolter les informations qui nous permettent de vous proposer le crédit le plus adapté à votre situation (voir loi du 21 décembre 2013).

Après la conclusion du contrat, nous devons communiquer toute une série de données au Registre des Crédits aux Entreprises (RCE) (voir la loi du 28 novembre 2021 portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises et ses mesures d'exécution).

- Données liées aux **avoirs dormants** : nous avons l'obligation de rechercher les bénéficiaires/titulaires de contrats d'assurance-vie dormants et comptes dormants (voir loi du 24 juillet 2008).
- Données traitées dans le cadre de la **surveillance** de notre activité : en tant qu'établissement de crédit, nous sommes tenus de traiter certaines de vos données **aux fins de** détecter, prévenir limiter les risques potentiels de notre activité (également au niveau du Groupe). Ces derniers comprennent notamment les risques de crédit, les risques de contrepartie, les risques de marché, les risques sur la gestion de l'information et sur le respect de la loi, ou le risque de fraude par des collaborateurs, des clients et/ou des fournisseurs, ou le risque lié à un comportement contraire à l'éthique ou de fautes de collaborateurs (voir notamment la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse).

Nous devons aussi établir et fournir des rapports et répondre à d'éventuelles investigations des autorités de contrôle dont la Banque relève (notamment FSMA : www.fsma.be ; BNB : www.bnb.be pour la Belgique et la Banque Centrale Européenne (BCE) - voir notamment la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse et la loi du 2 août 2002, « Anacredit »).

- Données traitées dans le cadre d'**injonctions judiciaires** : nous traitons certaines de vos données (par exemple, soldes bancaires, avoirs) **aux fins de** nous conformer à toute décision ou requête judiciaire (civile ou pénale) ; par exemple, nous devons établir une déclaration de tiers saisi et permettre la saisie des comptes bancaires saisis ou mettre en œuvre une confiscation pénale d'avoirs inscrits dans nos livres.

La Banque est également tenue de répondre aux questions des autorités judiciaires (police, parquet, juge d'instruction et tribunal) dans le cadre de la procédure pénale (voir notamment le Code judiciaire et le Code de procédure pénale).

Les données que nous traitons dans le cadre d'une **mission d'intérêt public et de nos obligations légales**

- Données liées à nos obligations en matière de **prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme** (voir notamment la loi du 18 septembre 2017 et la 4e Directive anti-blanchiment, Directive UE 2015/849).

Nous sommes tenus de mettre en œuvre tous les moyens possibles afin de prévenir, détecter et, le cas échéant, signaler des opérations de blanchiment ou de financement du terrorisme aux autorités compétentes. A cette fin, nous devons :

- (i) vous identifier, en tant que client, représentant ou bénéficiaire effectif (pour les assurances-vie nous devons également identifier le bénéficiaire s'il est déterminé) ; nous collectons pour ce faire une copie de votre carte d'identité. Si celle-ci est électronique, nous lisons systématiquement la puce de votre carte (eID). Nous veillons à ne conserver que les informations légalement obligatoires auxquelles nous avons accès via votre eID (cf. législation en matière de blanchiment et notamment la loi du 18 septembre 2017 et la 4e Directive anti-blanchiment, Directive UE 2015/849) ;
- (ii) déterminer votre profil en termes de « risque de blanchiment » et vous classer dans une catégorie de risque en lien avec notre politique d'acceptation des clients ; nous collectons notamment pour ce faire les données relatives à votre secteur d'activités,

- l'état et l'origine de votre fortune (épargne, succession, vente immobilière, etc.), votre situation éventuelle de « personne politiquement exposée » ;
- (iii) contrôler vos opérations et transactions, bloquer certaines opérations ou transactions et, le cas échéant, les signaler à la Cellule de Traitement des Informations Financières (CTIF), ce dont nous ne pourrions pas légalement vous informer.

Les entités du Groupe dont la Banque fait partie peuvent également s'échanger et centraliser vos données à l'effet de pouvoir, au niveau du Groupe, dresser votre profil de risque consolidé et instaurer et mettre en œuvre une politique cohérente d'acceptation et de suivi des clients.

- Données liées à nos obligations en matière de lutte contre le **terrorisme** et de la législation sur les **embargos** (voir notamment législation sur les embargos, notamment les Règlements UE 2580/2001 et 881/2002).

Nous sommes tenus de filtrer les données clients par rapport à des listes de sanction. Les transactions font en outre l'objet d'un suivi. Dans certains cas, des documents sous-jacents sont demandés et des opérations peuvent être bloquées.

Les données que nous traitons afin de **préserver nos intérêts légitimes**

Outre les circonstances précitées qui nous permettent de traiter vos données, nous pouvons également les traiter sur base de notre intérêt légitime, en tant qu'entreprise.

Dans ce cas, nous nous assurons de l'équilibre entre notre intérêt et vos droits (par exemple, il nous paraît légitime d'établir votre profil client pour vous proposer des produits adaptés à votre situation, cela étant dans votre intérêt également). Vous pouvez à tout moment vous opposer au traitement fondé sur notre intérêt légitime (voir section VI) pour autant que nous n'ayons pas de motifs impérieux de poursuivre le traitement.

- Images issues de la **vidéosurveillance** : la Banque se réserve le droit d'équiper ses bâtiments accessibles au public de systèmes de vidéosurveillance, signalés par des pictogrammes. Les images issues de la vidéosurveillance sont traitées **aux fins de** sécurité des biens et des personnes, de prévention des abus, fraudes et autres infractions dont vous ou nous pourrions être victimes.
- Enregistrement des **communications électroniques et des communications téléphoniques** : sans préjudice de notre obligation légale d'enregistrement en cas de transaction sur instrument financier (voir ci-avant, suivant MiFID II), nous pouvons enregistrer une communication téléphonique / communication électronique (fax, e-mail, message e-banking, etc.) en ce compris leur contenu et les données de trafic (par exemple, heure de réception du fax/e-mail) qui s'y rapportent intervenant dans le cadre de nos services.

Ces données sont traitées **aux fins de** preuve des opérations (à votre égard ou à l'égard des autorités de contrôle et/ou judiciaires), de prévention des abus et des fraudes, du contrôle de la qualité du service que nous vous rendons.

- Votre **profil client** : sur base de l'analyse de vos opérations, de vos produits et des services fournis, de votre situation financière (revenus, avoirs, dépenses, engagements, etc.) et familiale (composition de famille, par exemple), secteur d'activité, nous établissons un profil client **à des fins de** marketing pour vous proposer, éventuellement par e-mail, des produits ou des services les plus susceptibles de vous intéresser (voir section VIII).
- Certaines des données ci-avant sont analysées et utilisées par la Banque **aux fins de** la confection de **statistiques** et de **modèles de risque** (le cas échéant, au niveau du Groupe dont la Banque fait partie). Ces statistiques nous permettent essentiellement de faire des choix stratégiques pour la Banque (ou le Groupe) et de procéder à l'analyse des clients, des fraudes, des processus, des risques de manière générale.
- Certaines des données ci-avant sont analysées et utilisées par la Banque **aux fins de** procéder à des tests, d'assurer la **formation** du personnel et le contrôle de la **qualité** du service. Nous pouvons, par exemple, utiliser votre profil client comme modèle pour organiser des formations en interne ou optimiser nos services.
- Les données à caractère personnel peuvent également être utilisées en vue de l'administration, de la gestion des risques et du contrôle de l'organisation de la Banque et du Groupe (comme la conformité/compliance entre autres, prévention du blanchiment,

les enquêtes y afférentes, la protection des investisseurs, la gestion des risques, la gestion des plaintes, l'audit interne et l'audit externe, etc.).

<p>Les traitements de données que nous effectuons sur la base de votre consentement (voir section VIII)</p>	<p>Si vous nous y autorisez (voir section VIII), nous utiliserons vos données à caractère personnel à des fins de marketing pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vous proposer, éventuellement par e-mail ou d'une autre manière électronique/téléphonique, des produits/services promus par des sociétés du Groupe dont la Banque fait partie. - vous envoyer, éventuellement par e-mail ou d'une autre manière électronique, des informations sur la Banque, des analyses économiques et financières et vous inviter aux conférences ou aux événements.
--	--

IV. Comment collectons-nous vos données ?

Généralement, nous collectons vos données directement auprès de vous par le biais de formulaires. Toutefois, nous consultons parfois des sources externes pour collecter certaines données dans le cadre des finalités précitées.

Par exemple, nous consultons les Annexes du Moniteur belge, le registre des personnes morales et la Banque Carrefour des Entreprises pour confirmer les pouvoirs de représentation des gérants ou administrateurs de personnes morales.

Nous consultons également les médias, notamment en ligne, les sites web d'information ou les sites web des clients ou des bases de données de tiers (outils de détection de tiers sur les listes réglementaires, moteur de recherche sur internet, etc.) pour nous informer sur les potentiels risques liés à un client dans le cadre de notre mission d'intérêt public de prévention du blanchiment, de lutte contre le terrorisme et de nos obligations en matière d'embargo (voir ci-avant).

Nous collectons aussi certaines données relatives à des membres de la famille de certains de nos clients auprès de ces mêmes clients dans le cadre de l'octroi ou du suivi des crédits, uniquement dans la mesure où cette information est nécessaire à l'évaluation du risque crédit.

V. Qui a accès à vos données, où sont-elles transférées et pour quelles raisons ?

<p>Qui a accès à vos données ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La Banque : seules les personnes qui y ont été autorisées et pour qui vos données sont pertinentes pour l'exécution de leur mission auront accès à celles-ci (par exemple, les services assurant l'exécution des transactions et des services, la conformité aux obligations légales de la Banque et la détection des fraudes, voir section II). <p>Les informations personnelles que nous détenons sont confidentielles et ne sont, en aucun cas, vendues à des tiers, à quelque fin que ce soit. La Banque est tenue de respecter son devoir de discrétion ainsi que la réglementation en matière de protection de la vie privée.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les entités liées et appartenant au Groupe dont fait partie la Banque, en Belgique ou à l'étranger, ce notamment, pour dresser un profil de risque consolidé du client requis par la législation anti-blanchiment, dans le cadre de l'administration, de la gestion des risques (notamment risque de crédit) et du contrôle de l'organisation du Groupe (voir section II). - Des entités autonomes qui traitent vos données suivant les finalités et les moyens qu'elles déterminent (« responsables conjoints ») : il peut s'agir des banques du bénéficiaire de l'un de vos paiements, par exemple. - Les autorités fiscales, judiciaires ou réglementaires, sur la base d'une obligation légale : par exemple la Centrale des Crédits aux Particuliers, le Point de Contact Central, ou en exécution d'une requête d'une autorité judiciaire/administrative/réglementaire (par exemple, communication de données à la FSMA lors d'un contrôle de conformité de nos services). - Nos sous-traitants : ceux-ci ne peuvent agir que sur base de nos instructions et sont tenus directement de respecter les obligations prévues par la réglementation applicable en matière de protection de vos données (notamment confidentialité et sécurité), au même titre que nous. - Sous-traitants au sein du Groupe : pour la gestion IT, la Banque collabore notamment avec des sous-traitants au sein du Groupe dont elle fait partie.
------------------------------------	--

- **Sous-traitants pour le secteur financier** : pour l'exécution de certains traitements/de certaines opérations, la Banque fait appel à des tiers spécialisés. Il s'agit notamment de (sous-)dépositaires d'instruments financiers, qui sont soumis à leur réglementation financière locale.
- **Autres sous-traitants** : la Banque peut également faire appel à d'autres sous-traitants tels que des avocats et autres consultants, des fournisseurs de services ICT, etc.
- **Des tiers autorisés**, lorsque vous y consentez et que vous utilisez les possibilités offertes par la législation en matière de service de paiement (PSD2) (accès au compte de paiement en ligne par un prestataire de service de paiement tiers).
- Nous collaborons également avec des **agents en services bancaires et d'investissement** qui agissent en notre nom et avec qui des échanges de données à caractère personnes peuvent intervenir. Ces agents sont eux-mêmes responsables de traitement.
- Nous pouvons également agir en tant que tiers introducteur d'affaires (pour des sociétés de gestion de fonds, par exemple). Dans ce cas, la Banque traite les données à caractère personnel en tant que responsable de traitement et lorsque vous y consentez, transmet celles-ci à la tierce partie.

Où peuvent être transférées vos données ?

- Les données qui circulent au sein du Groupe dont la Banque fait partie ne quittent en principe pas le territoire de l'Espace économique européen (EEE).
- Il se peut que certaines données soient transférées à des sous-traitants ou des responsables conjoints en dehors de l'EEE. Dans ce cas, la Banque s'assurera qu'il s'agit soit de pays couverts par une décision d'adéquation prise par la Commission européenne (c'est-à-dire qu'ils offrent un niveau de protection équivalent aux pays membres de l'EEE) et à défaut, la Banque prendra des garanties appropriées, conformément au chapitre V du Règlement général sur la protection des données 2016/679.

VI. Sécurité

Parce que la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel sont essentielles pour conserver votre confiance, nous veillons à leur sécurité.

Nous avons donc mis en place des procédures de vérification et de certifications de nos outils, destinées à protéger l'ensemble de vos données contre toute utilisation malveillante.

La sécurité informatique étant au cœur de notre métier, nos équipes de spécialistes sont continuellement mobilisées pour assurer une protection maximale de vos données et cela, dans toutes les branches de nos activités. Toutes les précautions utiles sont prises pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles. À cette fin, nous avons pris toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour les protéger contre toute destruction, perte ou altération accidentelle ainsi que contre tout dommage, accès accidentel ou illicite ou autre traitement injustifié des données.

VII. Vos droits – Réclamations

Si des données vous concernant font l'objet d'un traitement, vous disposez de différents droits à cet égard.

Droit d' être informé	Vous avez le droit d'être informé, au plus tard au moment de la collecte de vos Données, sur le traitement que nous effectuons, vos droits y afférents et l'exercice de ces droits. A ce titre, nous avons rédigé la présente déclaration.
Droit d' accès à vos données	Vous avez à tout moment le droit d'obtenir des informations sur le traitement de vos données (confirmation des données traitées, le but du traitement, durée de conservation, destinataires, etc.) et d'obtenir gratuitement une copie de vos données à caractère personnel que la Banque traite.
Droit de rectification de vos données	Vous pouvez obtenir la rectification des données inexactes ou compléter des données incomplètes (par exemple, en cas de changement d'adresse e-mail).
Droit à la limitation du traitement de vos données	<p>Vous avez le droit de demander la limitation du traitement de vos Données à caractère personnel, par exemple, lorsque nous traitons vos données dans l'intérêt légitime de la Banque (formation du personnel par exemple) ou si vous contestez l'exactitude de certaines de vos données, le temps de procéder à leur vérification.</p> <p>Banque Transatlantique Belgium peut ainsi arrêter temporairement et/ou partiellement le traitement qui est effectué. Vous pouvez arrêter définitivement un traitement déterminé ou tous les traitements que Banque Transatlantique Belgium effectue sur vos Données à caractère personnel en exerçant votre droit d'opposition.</p>
Droit d' effacement de vos données/Droit à l'oubli	Dans certaines circonstances, vous avez le droit d'obtenir l'effacement des Données à caractère personnel que nous détenons à votre sujet, par exemple, lorsque les Données à caractère personnel ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été collectées ou lorsque vous avez retiré votre consentement et qu'il n'existe aucune autre base juridique pour le traitement.
Droit à la portabilité de vos données	Dans certaines circonstances, vous pouvez nous demander de transférer les données que vous nous avez fournies (par exemple, les données de vos transactions bancaires) et que nous avons traitées en exécution de notre contrat ou sur base de votre consentement, à vous-même ou directement à un tiers si cela est techniquement possible (par exemple, vous pouvez obtenir le transfert du relevé de vos transactions dans un fichier).
Droit d' opposition au traitement de vos données, notamment en cas de marketing direct	<p>Vous pouvez vous opposer à tout moment au traitement de vos données :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des fins de prospection ou de marketing, en ce compris pour le profil que nous aurions établi de vous à cette fin ; - pour les intérêts légitimes de la Banque (par exemple, à des fins de formation interne) sauf si nous avons des motifs légitimes et impérieux de ne pas accepter (par exemple, en cas de vidéosurveillance puisqu'elle sert à la protection des biens et des personnes autres que vous ou en cas d'enregistrements devant nous permettre de nous défendre en cas de litige). <p>Ce droit ne peut être exercé lorsque le traitement est nécessaire à l'exécution d'obligations légales.</p>
Exceptions à vos droits en matière de prévention du blanchiment et de financement du terrorisme	Concernant les données que nous devons traiter à votre égard en vertu de la réglementation préventive du blanchiment et de lutte contre le terrorisme (voir section II), l'exercice de vos droits est limité par loi du 18 septembre 2017. Vous ne bénéficiez en effet pas du droit d'accès et de rectification de vos données, ni du droit à l'oubli, à la portabilité de vos données, ou le droit de vous opposer au traitement, ni encore du droit de ne pas être profilé ni de vous faire notifier les failles de sécurité. Votre droit d'accès aux données que nous traitons dans ce cadre s'exerce indirectement auprès de l'Autorité de Protection des Données (voir ci-dessous).

Mise en œuvre de vos droits

Vous pouvez à tout moment obtenir plus d'informations sur vos droits en matière de protection des données et exercer vos droits précités en contactant notre DPO, qui est votre premier interlocuteur en matière de respect de la vie privée, à tout moment par email à l'adresse suivante : dataprotection@banquetransatlantique.be ou en lui écrivant à Banque Transatlantique Belgium SA, à l'attention du Data Protection Officer, Rue De Crayer 14 à B-1000 Bruxelles.

En cas de doutes raisonnables quant à l'identité de la personne qui émet la demande, Banque Transatlantique Belgium peut demander que lui soient fournies des informations supplémentaires nécessaires pour confirmer l'identité de la personne concernée.

Nous vous demandons d'indiquer clairement quel droit vous souhaitez invoquer et à quel traitement de Données vous souhaitez vous opposer ou limiter ou quel consentement vous souhaitez retirer.

Toute demande relative à vos droits est **gratuite**, sauf dans le cas de demandes jugées par le Responsable du traitement des données comme étant manifestement infondées ou excessives (notamment en raison de leur caractère répétitif).

Le Responsable du traitement des données peut toutefois exiger le paiement de frais raisonnables basés sur les dépenses administratives liées à toute copie supplémentaire demandée.

Pour toute demande relative à vos droits, nous répondrons à votre demande dans un délai d'un mois. Ce délai peut éventuellement être prolongé de deux mois en fonction, notamment, de la complexité et/ou du nombre de demandes. Si le délai est prolongé, l'émetteur de la demande en est informé et les raisons lui sont communiquées.

Le Responsable du traitement notifie aux tiers auxquels les Données ont été communiquées les rectifications, effacements ou limitations effectués, sauf si cela s'avère impossible et/ou entraîne un effort disproportionné.

Veillez noter que dans certaines circonstances prévues par la loi, nous pouvons refuser l'accès à vos informations ou ne pas accepter votre demande lorsque nous sommes autorisés à le faire par la législation applicable en matière de protection des données.

Droit d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de la protection des données

Si vous n'êtes pas satisfait de la manière dont nous traitons vos données ou de la manière dont nous vous permettons d'exercer vos droits, vous pouvez adresser une réclamation, par écrit, au Département Conformité de la Banque dont les coordonnées sont les suivantes :

Banque Transatlantique Belgium SA
Département Conformité
Rue De Crayer 14
B-1000 Bruxelles
Fax : + 32 (0)2 626 02 71
Tel : +32 (0)2 626 02 79
Mail : compliance@banquetransatlantique.be

Si vous n'êtes pas satisfait de la réponse formulée par la Banque, vous pouvez introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données, dont les coordonnées sont les suivantes :

Autorité de Protection des Données
Rue de la Presse 35
B- 1000 Bruxelles
Fax : + 32 (0)2 274 48 35
Tel : +32 (0)2 274 48 00
Mail : contact@apd-gba.be
Site Internet : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/>

VIII. Durée de conservation de vos données

Vos Données à caractère personnel seront conservées aussi longtemps que nécessaire pour atteindre les objectifs mentionnés à l'article III de cette Déclaration, ou aussi longtemps que vous ne retirerez pas votre consentement donné précédemment.

Étant donné que la nécessité de conserver les données dépend du type de données et de la finalité du traitement, les périodes de conservation peuvent varier.

Vous trouverez ci-dessous les critères sur lesquels nous nous basons pour déterminer les périodes de conservation de vos données :

- Combien de temps avons-nous besoin des données pour être en mesure de fournir le service demandé ?
- Avons-nous défini et annoncé une période de conservation spécifique ?
- Avons-nous obtenu l'autorisation de prolonger la période de conservation ?
- Sommes-nous soumis à une obligation légale ou contractuelle, ou à une obligation comparable ?

Dès que nous n'avons plus besoin de vos données et que nous ne sommes plus légalement tenus de les conserver, nous les supprimons définitivement ou, si cela n'est pas possible, nous les rendons anonymes dans nos systèmes.

Vos données personnelles seront toutefois conservées et utilisées pendant la période nécessaire à l'exécution de nos obligations légales, au règlement de litiges ou à la conclusion de contrats.

Les données personnelles traitées dans le cadre de l'abonnement aux newsletters seront conservées jusqu'à ce que vous choisissiez de retirer votre consentement à recevoir ultérieurement des newsletters de notre part (voir ci-dessous). Veuillez noter que ce retrait n'aura d'effet que pour l'avenir.

Données traitées en raison d'une obligation légale	<p>Les données que nous devons traiter en vertu d'une obligation légale seront conservées pendant le délai imposé par la loi applicable. Par exemple, en matière de prévention du blanchiment, nous sommes tenus de conserver les documents liés aux mesures anti-blanchiment au moins 10 ans ; en matière des services d'investissement et de protection des investisseurs, nous sommes tenus à des délais de conservation de minimum 5 ans.</p> <p>Les enregistrements effectués dans le cadre du service de transmission d'ordre (conversation téléphoniques notamment) doivent être conservés jusqu'à 7 ans.</p>
Données traitées pour assurer l' exécution du contrat	Nous conservons les données 10 ans à compter de la fin du contrat ou de l'exécution de la transaction, dès lors que des contestations peuvent être soulevées dans ce délai. Ce délai pourrait être prolongé si un litige perdurait après ce délai.
Données traitées dans l' intérêt légitime de la Banque	<ul style="list-style-type: none"> - Vidéosurveillance : les images vidéo sont conservées un mois maximum. Cette durée pourra être prolongée si les images doivent être utilisées comme preuve de transaction ou d'infractions. - Communications électronique/téléphoniques : les données relatives aux communications électroniques/téléphoniques et le contenu de celles-ci pourront être conservées jusqu'à la fin de la période pendant laquelle l'opération sous-jacente pourra être contestée en justice.

IX. Transfert de vos données personnelles en dehors de l'UE/EEE

Vos données personnelles ne seront en principe pas transférées en dehors de l'UE ou de l'Espace économique européen (EEE). S'il est néanmoins prévu de les conserver et/ou de les traiter en dehors de l'UE/EEE, nous vous en informerons explicitement et veillerons à ce que le même niveau de protection soit garanti.

Lorsque la Banque fait appel à des sous-traitants, les données pourront être transmises dans des pays où sont situés les centres de données de ces sous-traitants.

Si vos Données personnelles devaient être transférées à un tiers établi dans un pays qui n'est pas réputé offrir un niveau de protection des droits des personnes physiques à l'égard de leurs données personnelles équivalent à celui de l'Espace économique européen (EEE), le transfert de vos Données sera encadré par l'un des mécanismes prévus au chapitre V du Règlement général sur la protection des données 2016/679.

X. Prospection commerciale et marketing direct

Si vous y consentez préalablement, la Banque peut utiliser vos données aux fins de vous proposer des produits bancaires, financiers ou d'assurance, ou à d'autres produits promus par la Banque, ce par e-mail ou un autre moyen électronique (si vous acceptez ce mode de communication). La Banque effectue également du marketing direct par voie postale (envoi de la newsletter uniquement) et par voie téléphonique. La Banque peut, à cette fin, établir votre profil afin de vous proposer les produits/services les plus susceptibles de vous intéresser.

Vous pouvez en tout état de cause retirer votre consentement à **tout moment** et sans frais au traitement de vos données à des fins de marketing direct, que ce soit par e-mail ou par tout autre moyen électronique (voir section VII).

Vous pouvez également vous opposer à **tout moment** et sans frais au traitement de vos données à des fins de marketing direct par voie postale ou par voie téléphonique en exerçant votre droit d'opposition selon les modalités définies à la section VII de la présente Déclaration.

XI. Modification

La Banque est en droit de modifier ou de compléter cette Déclaration si nécessaire. La version la plus récente est disponible sur le site Internet de la Banque.

En cas de modifications importantes, la date de modification sera mise à jour et une copie de la nouvelle Déclaration sera publiée sur notre site internet.

Nous vous encourageons à consulter périodiquement la présente déclaration pour savoir comment nous traitons et protégeons vos données.